



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

22-01-2015

Routiers : on roule dans l'impasse

Les négociations salariales dans le secteur des transports étaient dans une impasse mardi soir après l'échec des discussions dans la journée.

Les organisations syndicales CGT / FO / CFTC / CGC qui dénoncent une « smicardisation rampante » de leur profession (le plus haut coefficient de la grille de salaire des chauffeurs routiers et à 0,10 centimes d'euros au-dessus du SMIC) réclament une augmentation salariale de 5 % pour tous les salariés et un véritable 13^{ème} mois.

Le patronat des transports, un des plus rétrograde du pays ne veut pas négocier au-delà de 1 à 2 % de salaire, mettant en avant comme à son habitude les difficultés économiques des transporteurs, le contexte de faible croissance et la concurrence des transporteurs venus de l'Europe de l'est.

Depuis dimanche soir à 22 h 00 afin de peser sur les discussions les routiers ont multiplié les barrages dans toutes les régions de France pour boucler les zones de fret et les dépôts de carburants.

Comme à son accoutumée, la CFDT ne participe pas aux actions, privilégiant le « dialogue social » si cher à nos disciples de la loi Macron en cours d'examen à l'assemblée nationale.

Les négociations ayant échoué, les barrages ont été levés jusqu'à jeudi jour de reprise des négociations

Pour notre Parti, nous affirmons que les arguments économiques du patronat des transports, avec notamment la baisse du gas-oil ne sont pas acceptables au regard de la conjoncture actuelle et des exonérations de cotisations sociales accentuées par le CICE, le pacte de responsabilité et l'application de la loi scélérate « Macron ».

Les organisations patronales déclarent qu'elles ne participeront plus aux discussions et bloquent les négociations en refusant tout dialogue avec les organisations syndicales des salariés du transport.

Les blocages vont donc reprendre avec selon les salariés « des points durs ».